













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE N°2511PA003

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation,
le montage, l'aménagement, la scénographie et le
démontage du pôle fluvial de VNF et de ses
partenaires lors de la SITL du 31 mars au 2 avril 2026
Paris Nord Villepinte, Hall 7**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, le montage, l'aménagement, la scénographie et le démontage du pôle fluvial de VNF et de ses partenaires lors de la SITL du 31 mars au 2 avril 2026 Paris Nord Villepinte, Hall 7
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	8 mois
	Reconduction	NC – durée ferme
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Modifications de l'accord-cadre	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 – Pouvoir adjudicateur	5
3.2 – Titulaire	5
3.3 Co-traitance	5
3.4 Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 – Délais d'exécution	6
6 – Conditions et modalités d'exécution	6
6.1 – Lieu(x) d'exécution des prestations	6
6.2 – Modalités d'exécutions des prestations	6
6.3 - Réception, ajournement et réfaction des prestations	7
6.4 - Réunions	8
7 - Prix	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
7.2 - Modalités de variation des prix	8
8 - Avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
11 - Pénalités	12
11.1 - Pénalités de retard	12
11.2 - Autres pénalités spécifiques	13
11.3 – Règles communes aux différentes pénalités	13
12 – Changements affectant la situation du titulaire	13
13 - Assurances	14
14 - Résiliation du contrat	14
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
15 – Éthique et respect des principes de développement durable	15
16 - Règlement des litiges et langues	15
17 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre porte sur la recherche d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, le montage, l'aménagement, la scénographie, la livraison et le démontage du pôle de VNF et de ses partenaires lors de la SITL qui se déroulera dans le hall 7 de Paris Nord Villepinte à Paris du 31 mars au 02 avril 2026.

L'accord-cadre ne comprend pas la réservation de l'espace de VNF et ses partenaires qui est d'ores et déjà réservé auprès de l'organisateur du salon. L'espace réservé est décrit dans le CCTP.

La participation au salon SITL comprend plusieurs prestations qui sont les suivantes :

- La recommandation stratégique pour la réalisation du pôle,
- La conception et la mise à jour (plusieurs versions) des plans d'aménagement 3D,
- La conception générale et technique du pôle (réalisation et équipements),
- La coordination avec les organisateurs pour les renseignements techniques,
- L'installation et l'aménagement, le montage et le démontage du pôle.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire. Les prix unitaires sont prévus pour les fournitures décrites aux CCTP et prévues au sein du bordereau des prix unitaires.

Les prix forfaitaires sont prévus pour les prestations reprises au sein de l'état des prix forfaitaires (EPF), elle-même reprise au sein du bordereau des prix unitaires.

Les prestations seront exécutées dans la limite du montant maximum ainsi fixé pour la durée totale de l'accord-cadre, soit 8 mois :

Montant minimum euros HT	Montant maximum euros HT
Sans montant minimum	100 000 € HT

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public. Ce dernier comprend l'estimation financière relative aux bons de commande et aux marchés subséquents.

1.4 - Modifications de l'accord-cadre

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique) et aux marchés publics de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- L'état des prix forfaitaires (EPF) pour la partie de l'accord-cadre à prix forfaitaire, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le mémoire technique du titulaire comprenant le planning prévisionnel et reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-FCS, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

3 - Intervenants

3.1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice générale de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

La directrice de la communication, son adjoint(e) ou toute autre personne désignée par la Directrice Générale pour les remplacer, est chargée de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétente pour passer différents actes d'exécution (bons de commande... etc.). Elles reçoivent du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Elle procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

3.2 – Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution de l'accord-cadre avec VNF, le titulaire désigne, à l'acte d'engagement et dans son mémoire technique, au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution de l'accord-cadre pour notification (bons de commande, marchés subséquents, décisions de prolongation...etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans tous les cas de changement d'un interlocuteur dédié, le titulaire s'engage à fournir au directeur général de VNF un remplaçant, et en communique le nom dans un délai de quinze (15) jours. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

3.3 Co-traitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

3.4 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

Il est fait application des articles R2193-1 du Code de la commande publique et suivants en la matière.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 8 mois à compter de sa date de notification au titulaire.

5.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécutions sont fixés :

- Dans le planning indiqué dans le mémoire technique du titulaire pour la prestation à prix forfaitaire ;
- Dans les bons de commande pour les prestations à prix unitaires.

Les délais de vérifications et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

6 – Conditions et modalités d'exécution

6.1 – Lieu(x) d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées à la fois dans les locaux du prestataire et à Paris Nord Villepinte, hall 7 (ZAC Paris Nord 2, 93420 Villepinte) lieu où se déroule la SITL.

L'emplacement du stand du pôle fluvial est le suivant : Pôle Infrastructure, emplacement N 070.

Les plans se trouvent au sein de l'article 5.1 cahier des charges techniques particulières et en annexe.

6.2 – Modalités d'exécutions des prestations

6.2.1 - Prestations à prix unitaires - bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation seront de la compétence du siège.

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande et rémunérées par application des prix indiqués au BPU aux prestations réellement commandées et réalisées.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée du marché, dans le cadre du délai d'exécution prévue aux bons de commande concernés, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception ou notifiés en main propres. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre;
- la désignation de la ou les prestation(s) ;
- le(s) délai(s) d'exécution des missions ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le BPU.

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

6.2.2 - Prestations à prix forfaitaire

Certaines prestations (réunion de lancement, installation, aménagement et nettoyage du stand...) feront l'objet d'un prix forfaitaire décomposé dans l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF).

Le montant total de l'état des prix forfaitaires est à reporter sur la ligne 1 du BPU/DQE. Cette ligne de prix sera également activée par l'émission d'un bon de commande.

6.3 - Réception, ajournement et réfaction des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire sont réalisées conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Le point de départ du délai des opérations de vérification quantitative et qualitative est la date de réception des livrables par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le service gestionnaire analyse les livrables afin de vérifier qu'ils correspondent aux prestations commandées.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives des travaux préparatoires.

A contrario, le délai applicable aux vérifications quantitatives et qualitatives relatives aux fournitures du matériel et du stand est de 4 heures par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Le silence gardé par VNF, au terme de ce délai, vaut acceptation. Ces opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été fournies selon les quantités prévues et qu'elles sont

conformes aux caractéristiques définies dans le CCTP ainsi que du bon de commande.

Les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites à l'article 25 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

En complément à l'article 30 du CCAG-FCS, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet se feront par l'intermédiaire du profil acheteur de VNF.

6.4 - Réunions

Des réunions auront lieu durant la période d'exécution du présent accord-cadre pour le bon fonctionnement de celui-ci.

Ces réunions pourront être :

- Réunion de lancement qui permettra de mettre en place l'accord-cadre et de mettre en avant les attentes de VNF sur le projet et l'événement ;
- Réunion durant la réalisation du projet qui permettra de suivre l'avancée du projet.

Ces deux types de réunions se tiendront en distanciel, soit via TEAMS soit par appel téléphonique.

Le prestataire retenu sera amené à dialoguer avec VNF dès la notification du présent marché afin de lancer la prestation. Cette réunion sera notamment l'occasion pour VNF de rappeler au prestataire retenu les points suivants :

- Les enjeux,
- Les contraintes,
- Les informations techniques,
- Le rétro planning.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes.

Il comprend un prix forfaitaire pour les prestations principales de l'accord-cadre (montant total de l'état des prix forfaitaires (EPF)) et des prix unitaires référencés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations non quantifiables à ce jour. L'ensemble de ces prestations seront mises en œuvre au moyen de bons de commande.

Les prestations seront réglées par l'application des prix unitaires du BPU du candidat, aux quantités réellement commandées et réalisées. Tous les prix sont établis en euros. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

Les dépenses nécessaires aux réunions comprennent tous les frais y afférents (préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire).

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent accord-cadre sont exprimés hors TVA.

7.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (\text{SYN REV (d-3)} / \text{SYN REV (o)})$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, SYNTEC, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- ✓ Au titulaire et à ses sous-traitants,
- ✓ Au mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

9.1.1 Établissement et adresse d'envoi des demandes de paiement

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

➤ Acomptes :

Les prestations dont le délai d'exécution serait supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement de ces sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les trois mois, au fur et à mesure de la réalisation des prestations, sur service fait. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

➤ Règlements partiels définitifs

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif. Ces paiements s'effectuent au fur et à mesure de la réalisation des bons de commande, sur service fait.

Le versement du règlement (acompte ou règlement partiel définitif) est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification. Les demandes de paiement sont effectuées selon les stipulations des articles 11.3 à 11.7 du CCAG-FCS.

9.1.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6 et 7 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

9.1.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

➤ Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire.

➤ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que **l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de

notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et / ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

9.1.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

9.2 - Paiement des co-traitants, des sous-traitants, ci-après dénommés pour l'ensemble « sous-traitants »

9.2.1 Désignation de sous-traitants(s) en cours d'exécution de l'accord-cadre

Si le candidat présente un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci le fera au moyen d'une déclaration de sous-traitance.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article

L. 2193-1 du Code de la commande publique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire à VNF, doivent être établies en euros.

9.2.2 Paiement des co-traitants

La signature des demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.2.3 Paiement des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS et de l'article 4.2 du présent CCAP. Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard sur les délais d'exécution contractuellement prévus, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant de la pénalité est plafonné à 30 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

11.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence non excusée du représentant du titulaire à la réunion de lancement	Forfaitaire	300,00 €	En cas d'absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire désigné à la réunion de lancement à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisée. Le titulaire encourt une pénalité de 300 € par absence.
Non réception des plans 3D finalisés à la date prévue	Journalière	30,00 €	En cas de non-réception des plans 3D finalisés à la date prévue, le titulaire encourt une pénalité de 100€ lors de la constatation puis 30€ par jour de retard jusqu'à réception des plans.
Non-assistance durant l'événement suite à la survenance d'un problème	Forfaitaire	200,00 €	En cas de non-assistance durant l'événement à la suite d'un problème, le titulaire encourt une pénalité de 200€ si ce dernier ne résout pas les problématiques relevant de sa responsabilité dans un délai maximal d'une heure à compter de la demande de VNF.

11.3 – Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Répartition des pénalités entre co-traitants

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

12 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

13 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

14.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire sont définies à l'article 39 du CCAG-FCS. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF lorsque le titulaire n'a pas déferé à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés à l'article 39.1 du CCAG-FCS en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

14.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 27 du CCAG-FCS, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

14.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a cependant, droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 – Éthique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

Par ailleurs, une clause d'exécution est prévue au sein du CCTP.

16 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2.1 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Fournitures Courantes et Services